



UNE GUERRE DE DÉCOLONISATION EN AFRIQUE CENTRALE

■ POINT D'ENTRÉE POSSIBLE DANS LES PROGRAMMES

En classe de terminale technologique, la décolonisation du Cameroun et sa guerre d'indépendance peuvent être abordées dans le cadre du thème 2, « [Du monde bipolaire au monde multipolaire](#) », et du thème 3, « [La France de 1945 à nos jours : une démocratie](#) ». Dans ce dernier thème, il peut être croisé avec le sujet d'étude au choix, « La guerre d'Algérie ».

■ MISE AU POINT HISTORIQUE

La guerre menée par la France au Cameroun entre 1956 et 1965 illustre la répression coloniale intense menée au nom de la lutte contre le communisme et de la préservation des intérêts stratégiques français en Afrique centrale. D'abord colonisé par les Allemands à la fin du XIX^e siècle, devenu mandat de la Société des Nations (1922-1945), puis placé sous tutelle de l'ONU après 1946, la partie orientale du Cameroun¹ est pourtant administrée comme une colonie par la France, qui réprime violemment les revendications d'indépendance et de réunification de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et de ses organes connexes². Dès juillet 1955, l'interdiction de ce mouvement, à la suite de manifestations durement réprimées, entraîne des violences systématiques de la part des autorités coloniales : censure, arrestations et procès politiques, tortures, exécutions sommaires, massacres collectifs (à Ékité, le 31 décembre 1956), assassinats ciblés comme celui du leader Ruben Um Nyobè (13 septembre 1958), et mise en œuvre de la « doctrine de la guerre révolutionnaire », comparable à celle utilisée en Indochine ou en Algérie. Les militantes et militants de l'UPC agissent dans la clandestinité et se réfugient dans les maquis des forêts du sud, en Sanaga-Maritime, où ils développent une organisation militaire, tandis que les populations civiles de cette même région subissent déplacements forcés, camps de « regroupement », propagande et de multiples violences lors d'une guerre pensée telle une « pacification » par l'armée coloniale. À partir de 1958, la guerre se déplace vers l'ouest du Cameroun : la France encadre alors le processus de transition politique menant à l'indépendance en 1960 et soutient activement le nouveau régime autoritaire d'Achmadou Ahidjo, allant jusqu'à poursuivre l'action militaire contre les maquis de l'UPC avec le concours de sa propre armée.

1. La zone occidentale est administrée par les Britanniques sur le même modèle de mandat puis de tutelle. Les indépendantistes souhaitent réunir les deux territoires dans ce qu'ils nomment le « Kamerun », en référence à la période allemande.

2. L'Union démocratique des femmes du Cameroun, la Jeunesse démocratique camerounaise.

La continuité des méthodes (torture, exécutions, bombardements) témoigne d'une volonté de maintenir l'ordre postcolonial et les réseaux d'influence français au Cameroun. En novembre 1960, à Genève, l'assassinat de Félix-Roland Moumié par les services de renseignement français marque un autre moment fort de cette guerre longtemps occultée et qui se poursuit dans les années 1960. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les mémoires camerounaises de ce conflit refont surface, portées par les travaux d'historiens camerounais, français et étrangers. En 2025, le [rapport de la Commission franco-camerounaise](#), dirigée par Karine Ramondy (février), ainsi que la lettre de reconnaissance officielle du président français à son homologue camerounais (août), contribuent à inscrire cette guerre oubliée dans l'histoire plus large des conflits de décolonisation menés par la France.

■ PROPOSITION PÉDAGOGIQUE

Cette proposition pédagogique permet de déconstruire le mythe d'une décolonisation « pacifique » en Afrique subsaharienne, de montrer la structuration du mouvement nationaliste au Cameroun et d'inscrire cette lutte anticoloniale dans le cadre des relations internationales des années 1950, notamment à l'ONU.

Étape 1 – Le Cameroun colonial : une présentation générale

Dans un premier temps, le professeur commence son cours par une étude générale du Cameroun colonial depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Via une brève frise chronologique à compléter et une carte (voir annexes), il peut mettre en perspective le mouvement nationaliste camerounais après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à son interdiction en juillet 1955, et préciser certaines modalités de la répression engagée par les autorités coloniales françaises. La projection d'une des [vidéos de l'Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe](#) (EHNE) peut s'accompagner d'une réflexion sur les caractéristiques de cette répression, ainsi que sur la manière dont les militantes et militants indépendantistes se mobilisent.

Il peut également relier le cas du Cameroun sous tutelle française au contexte de la guerre froide, aux décolonisations se déroulant en Asie du sud-est (Indochine, Indonésie) et en Afrique (Algérie, Kenya), et au rôle de l'ONU comme nouvelle arène de débats sur l'impérialisme européen. À ce titre, le professeur souligne les spécificités des territoires sous tutelle de l'ONU, dont fait partie le Cameroun et pour lequel les autorités françaises doivent rendre des comptes sur leur administration. Dans ce contexte, le professeur propose d'étudier la manière dont les militantes et militants camerounais se mobilisent à l'ONU, via l'audition de certains leaders mais aussi via des milliers de pétitions envoyées à New York, en particulier après l'interdiction de juillet 1955.

Étape 2 – Étude d'une pétition envoyée à l'ONU (activité avec connexion Internet)

Dans un second temps, le professeur propose une activité d'une heure en salle informatique ou avec un ordinateur ayant accès à Internet : en binôme, les élèves sont chargés d'étudier une pétition envoyée par des militantes et militants à l'ONU, au Conseil de Tutelle, l'organe en charge de vérifier la manière dont la France administre ce territoire. Pour ce faire, ils doivent se rendre sur [le site des archives de l'ONU](#) en version française, sur lequel se trouvent des pétitions scannées envoyées

depuis le Cameroun sous tutelle française. Après avoir cliqué sur « Consulter nos archives » (en version française), ils peuvent procéder à une recherche par mot-clé en précisant « pétition » à chaque recherche : « pétition Union des populations du Cameroun 1956 », « pétition Cameroun 1955 », « Ruben Um Nyobè », « Félix-Roland Moumié » ([exemple de pétition de mai 1955](#)). Le professeur veillera à les accompagner dans la liste des pétitions affichées (certains dossiers en contiennent plusieurs) et dans la sélection de la pétition (langue, longueur). Certaines pétitions, moins nombreuses, prennent parti en faveur des autorités coloniales françaises – élément intéressant mais auquel il faudra être attentif. Après avoir cliqué sur une pétition, le document peut être téléchargé.

Étape 3 – Analyse des archives en binômes

Une fois ce travail documentaire effectué, le binôme prend connaissance de la pétition scannée durant une seconde heure : le dossier contient généralement une enveloppe, la réception du document, le document en tant que tel et les suites données à ce document. Certains dossiers sont accompagnés de photographies, également utiles pour faire travailler les élèves³. Certaines pétitions sont dactylographiées ou manuscrites : elles renseignent sur la diversité sociale des pétitionnaires et sur leur connaissance de l'ONU comme arène de mobilisation avec des références aux droits humains.

Pour effectuer une analyse de la pétition, un tableau de questions-réponses est proposé au binôme afin de saisir les auteurs de la pétition, son origine géographique, son contexte, son envoi, mais aussi les plaintes exprimées et les revendications des nationalistes.

Étape 4 – propositions de restitutions et prolongements possibles

Une présentation orale, sous forme de vidéo élaborée en dehors de la classe, peut également être envisagée afin de restituer la pétition. Ces vidéos peuvent s'inspirer de celles proposées autour de la guerre du Cameroun [sur le site de l'EHNE](#). Des prolongements peuvent être proposés en cours d'enseignement moral et civique, dans l'Axe 2 « Repenser et faire vivre la démocratie » et dans le nouveau programme (2024, en application à la rentrée 2026), « [La délibération dans les institutions \(nationales, européennes et internationales\)](#) » en mettant en avant le recours au pétitionnement dans nos régimes démocratiques – pétition en ligne, cahier de doléances, entre autres –, leur efficacité politique et les éventuelles situations de blocage.

■ BIBLIOGRAPHIE ET RESSOURCES

- ARZEL Lancelot, « [Photographier pour résister](#). Les pétitionnaires de l'UPC dans la guerre du Cameroun (1956) » et « [Une inspection de l'ONU dans la guerre du Cameroun](#) » dans la série [Le Cameroun, une guerre de décolonisation oubliée](#), Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe.
- DELTOMBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, TATSITSA Jacob (2011), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.

3. Voir par exemple, [une pétition de mai 1956](#), [une pétition de juin 1956](#), [une pétition de juillet 1956](#) et [une pétition de janvier 1957](#).

- MICHEL Marc (1999), « [Une décolonisation confisquée ?](#) Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 86 (324-325), p. 229-258.
- PRIGENT Juliette (26 février 2025), « Cameroun : comment la France a mené une véritable « répression militaire » lors de la guerre de décolonisation », [vidéo](#) dans le journal *Le Monde*.
- « [France Cameroun, la guerre occultée](#) », *Le Monde*, 2 novembre 2025.
- RAMONDY Karine (2018), « [L'ONU : quel arbitre dans les guerres au Cameroun ?](#) », *Relations internationales*, 175, p. 109-122.
- RAMONDY Karine (dir.) (2025), [La France au Cameroun \(1945-1971\)](#). *Rapport de la Commission « Recherche » sur le rôle et l'engagement de la France dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition au Cameroun de 1945 à 1971*, Paris, Hermann.